

NOUVEAU MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Libre-échange euro-américain

Intervention de Raoul Marc Jennar au nom de la Fondation Copernic et de l'URFIG (France) lors d'une conférence de presse donnée à Bruxelles le 31 mai.

C'est sur recommandation du TransAtlantic Business Dialogue (TABD) et à l'initiative du Commissaire au commerce international Leon Brittan que l'idée d'un "nouveau marché transatlantique" (NMT) est lancée par le biais d'une communication de la Commission le 11 mars 1998.

Il s'agit de créer une véritable zone de libre échange EU-USA. Ce projet suscite des réactions d'autant plus hostiles que c'est à peu près au même moment qu'est divulgué le contenu d'un projet négocié dans le plus grand secret au siège de l'OCDE baptisé "Accord Multilatéral sur l'Investissement". Dans les deux cas, il s'agit de remettre en cause le libre choix des Etats de réguler l'économie au profit du libre choix des firmes privées.

La proposition de NMT n'est pas approuvée par le Conseil des Ministres. En dépit de cette absence d'accord, la présidence britannique profite du sommet EU-USA qui se tient à Londres trois mois plus tard, le 18 mai 1998, pour faire signer une "Déclaration commune sur le partenariat économique transatlantique" (PET) qui, avec un vocabulaire légèrement différent reprend l'essentiel des propositions du NMT. S'appuyant sur cette "Déclaration", la Commission prépare un "Plan d'action du partenariat économique transatlantique" qui est adopté le 9 novembre 1998. Il s'agit d'un programme de négociations entre l' UE et les USA, mais aussi un catalogue de sujets sur lesquels UE et USA devront adopter une attitude commune dans les négociations à l'OMC.

C'est ce PET que l'initiative de Mme Erika Mann du PSE



(photo: Port of Rotterdam)

entend actualiser afin de conduire à la création d'un "marché transatlantique sans entraves" d'ici à 2005.

Zone de libre échange

Il s'agit ni plus ni moins de créer une zone de libre échange, même si des porte parole du groupe PSE s'en défendent. En effet dès lors qu'on se propose, dans un traité unique, d'éliminer les tarifs douaniers, de supprimer les entraves au libre-échange issues des législations et réglementations et de mettre en place un mécanisme de règlement des différends, on réunit les caractéristiques principales d'une zone de libre-échange.

Je voudrais souligner que se retrouvent dans le rapport Mann des dispositions qui caractérisaient l'AMI en matière d'investissement, de règles de concurrence, de marchés publics.

Mme Mann se fait également l'interprète du TABD en formulant dans le domaine des services des propositions extrêmement libres-échangistes. Le rapport Mann, en outre, privilégie le nucléaire.

Une zone de libre-échange n'est pas, en soi, une mauvaise idée. Tout dépend des termes inscrits dans l'accord

qui l'instaure. Et de ce point de vue, depuis 1998, ce qui se trouve dans les propositions que Mme Mann veut actualiser et transformer en décisions est extrêmement dangereux.

D'un côté le PET vise à soumettre l'Europe à la volonté des entreprises multinationales. C'est le Conseil européen lui-même qui, le 2 décembre 2003, déclarait: "les relations transatlantiques surpassent les gouvernements. Les liens entre les communautés d'affaires et les sociétés sont le socle de ces relations". Comme pour l'AMI, ce qui est en projet consiste à effacer la capacité de régulation des pouvoirs publics au profit d'une nouvelle souveraineté: celle des entreprises privées. Dans le PET, UE et USA ont d'ailleurs pris l'engagement de "recueillir le point de vue des milieux d'affaires, notamment dans le cadre du TABD" et de travailler ensemble "sur la base des recommandations de l'industrie".

Agression contre la démocratie

D'un autre côté le PET est une formidable agression contre la démocratie et le droit des Etats à s'organiser comme ils l'entendent. En effet, on peut lire dans le Plan d'action de la Commission européenne que "les accords négociés dans le cadre du PET s'appliquent à l'ensemble du territoire des parties, indépendamment de leur structure constitutionnelle à tous les niveaux de pouvoir et dans les conditions qui sont fixées."

Ainsi donc, par le biais d'accords internationaux, on s'emploie à remettre en cause les autonomies locales et régionales. Mais plus grave encore: les partenaires ne sont pas dans une situation identique: aux USA on a un Etat fédéral souverain où l'exécutif est contrôlé par le Congrès; en Europe c'est la

Commission européenne qui se substitue à la souveraineté des Etats et qui négocie un accord de libre-échange qui échappe totalement au contrôle des Etats membres et des Parlements nationaux, sauf in fine, quand tout est bouclé, lors de la procédure quasi automatique de ratification.

D'un côté des pays d'Europe contraints, une fois la négociation terminée et l'accord signé, d'intégrer mécaniquement dans leurs législations nationales des dispositions négociées en dehors d'eux par une Commission européenne très largement à l'écoute des milieux d'affaires et en particulier du TABD dont elle a inspiré la création; de l'autre côté un gouvernement américain qui a eu tout loisir pendant la négociation de peser les avantages et les inconvénients des dispositions en discussion.

Rejeter la proposition

Pour ces raisons, ce que nous demandons ce n'est pas de rejeter le nécessaire dialogue avec les USA, comme avec les autres pays du monde. C'est de rejeter le principe même d'une zone de libre-échange UE-USA basée sur le PET de 1998. C'est pourquoi, il n'est pas question de se satisfaire d'une proposition qui circule au sein du groupe socialiste qui consisterait à proposer la suppression de la mention "marché transatlantique sans entraves". Même si effacer ces mots manifesterait un recul, ce ne serait qu'un faux-semblant lors que l'ensemble du rapport Mann fournit le contenu inacceptable d'un tel marché.

Une fois de plus, il faut constater et déplorer avec Pierre Bourdieu que "l'Europe européenne fonctionne comme un leurre dissimulant l'Europe euro-américaine qui se profile."

Raoul Marc Jennar,
31.5.2006

Avis

Ministère des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Division de la Gestion du Patrimoine

Avis d'adjudication

Ouverture de la soumission: **jeudi 29 juin 2006 à 10:00 heures**, Administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à L-1475 Luxembourg

Centre d'Accueil Ellergonn à Esch/Alzette

Objet: **travaux de menuiserie métallique**

Envergure:

- volume du hall: env. 4.200 m³, hauteur de corniche env. 5 m, fermes principales en bois lamellé-collé, couverture en éléments sandwich de tôle

profilée et laquée et d'isolation de laine minérale, murs extérieurs en charpente bois avec bardage extérieur en bois de mélèze non traité, surface env. 300 m²

- bardages en bois et travaux annexes divers

Début/Durée prévisible: Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires. La durée prévisible des travaux est de 40 jours ouvrables à commencer début septembre 2006.

Les intéressés sont tenus d'introduire leur candidature écrite au minimum 24 heures avant de retirer le dossier de soumission à

L'Administration des Bâtiments publics
"Soumissions"
Boîte postale 112
L-2011 Luxembourg

Télécopieur: 46 19 19 - 555

Les plans, cahiers des charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'administration à partir du mercredi 7 juin 2006.

Les offres portant l'inscription 'Soumission pour les travaux de menuiserie métallique à exécuter dans l'intérêt du Centre d'Accueil Ellergonn à Esch/Alzette' sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.

Luxembourg, le 29 mai 2006.
Le ministre des Travaux publics
Claude Wiseler

Ministère des Travaux Publics

Administration des Bâtiments Publics

Division de la Gestion du Patrimoine

Avis d'adjudication

Ouverture de la soumission: **vendredi 30 juin 2006 à 10:00 heures**, Administration des Bâtiments publics, 10, rue du St-Esprit à L-1475 Luxembourg

Centre d'Accueil Ellergonn à Esch/Alzette

Objet: **travaux de menuiserie métallique**

Envergure:

- 12 fenêtres et 3 portes en profilés d'acier et vitrage ou panneaux isolants
- adaptation et vitrage de 10 châssis à croisillons de fonte ou d'acier

Début/Durée prévisible:

Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.

La durée prévisible des travaux est de 20 jours ouvrables à débuter fin octobre 2006.

Les intéressés sont tenus d'introduire leur candidature écrite au minimum 24 heures avant de retirer le dossier de soumission à

L'Administration des Bâtiments publics
"Soumissions"
Boîte postale 112
L-2011 Luxembourg
Télécopieur: 46 19 19 - 555

Les plans, cahiers des charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'ad-

ministration à partir du mercredi 7 juin 2006.

Les offres portant l'inscription 'Soumission pour les travaux de menuiserie métallique à exécuter dans l'intérêt de la remise en état du Centre d'Accueil Ellergonn à Esch/Alzette' sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereau.

Luxembourg, le 29 mai 2006.
Le ministre des Travaux publics
Claude Wiseler